

RÉGIONS

Région Casablanca-Settat

A peine un budget de 306 millions de DH

• Soit moins de 50 DH par habitant!

• La région vient d'adopter son budget 2016

• A terme, celui-ci s'établira autour de 2,5 milliards de DH

LES recettes prévisionnelles de la région Casablanca-Settat ne dépasseront pas les 306 millions de DH au titre de l'exercice 2016. C'est ce qui ressort du projet de budget qui vient d'être adopté lors de la session extraordinaire du Conseil régional, qui s'est tenue lundi 2 novembre. Le budget est constitué à 100% des recettes du Grand-Casablanca, de la région de Chaouia-Ouardigha (75%) et de Doukkala-Abda (50%). Cette différence de contribution au budget s'explique par le fait que

certaines localités, relevant auparavant de Chaouia-Ouardigha ou Doukkala-Abda, sont passées dans le giron d'autres régions (Beni Mellal-Khénifra et Marrakech-Safi). «Il ne s'agit là que d'une phase transitoire. Ce budget sera certainement réajusté vers

certains endroits, dont la superficie s'étend sur 20.000 km² (contre 1.000 km² pour la région du Grand-Casablanca) et dont la population dépasse les 7 millions d'habitants. «Ce qui nous donne l'équivalent de moins de 50 DH/habitant, c'est dérisoire!», signale un autre élu de

le cadre de ce budget 2016, aux études relatives à la réalisation du programme de développement régional (PDR), du schéma régional d'aménagement du territoire (SRAT), de la modernisation de l'administration régionale ainsi que l'élaboration d'un plan de déplacement.

«Il faudra patienter encore au moins un an et demi avant que les résultats de ces études soient prêts et qu'un véritable plan de développement soit déployé», poursuit la même source. En attendant, l'équipe actuelle planchera sur le suivi et la mise en oeuvre du plan de développement 2015-2020, dont les actions sont déjà engagées sur le terrain.

«A terme, le budget de la région devrait s'établir autour de 2 à 2,5 milliards de DH», affirme une source proche du Conseil. Pour y arriver, la quote-part de la région dans l'IR passera de 2 à 5% et celle de l'IS sera portée à 5%. De même, la taxe sur les recettes provenant des contrats d'assurances passera de 8 à 20%.

A signaler que l'application de la hausse de la taxe sur les services portuaires (qui doit passer de 2 à 5%), décidée lors de la session de fin mai 2014 (cf. notre édition du 10 juin 2014), n'est toujours pas à l'ordre du jour en 2016. La région compte d'ailleurs deux parmi les plus grands ports du Royaume: Casablanca et Jorf Lasfar. □

Aziza EL AFFAS

Les taxes locales toujours en tête

SUR un total de 306 millions de DH, représentant les recettes prévisionnelles en 2016, la majorité est constituée de taxes locales (160,7 millions de DH). Celles-ci proviennent essentiellement des permis de chasse, exploitation des carrières, exploitation des mines, services portuaires... Les ressources transférées (IR, IS et recettes provenant des contrats d'assurances), qui s'élèvent à plus de 135,4 millions de DH, occupent le 2e rang, suivis de recettes diverses (près de 10 millions de DH).

Quant aux dépenses de fonctionnement, elles sont évaluées à 75,8 millions de DH, dont le plus gros sera consacré à l'administration (33,4 millions de DH), aux affaires sociales (20,4 millions de DH) et subventions (21,9 millions de DH). L'excédent prévisionnel pour l'année prochaine devrait atteindre plus de 230 millions de DH. □

mars-avril 2016», tient à préciser une source auprès de la région.

Il n'en reste pas moins que ces montants semblent trop faibles pour une région aussi vaste que Casablanca-Settat, dont la

la région.

En fait, il ne s'agit que d'une simple consolidation des budgets des 3 ex-régions dans cette phase transitoire, en attendant la mise en place d'une régie. Aujourd'hui, la région ne dispose que de 25 fonctionnaires. Un effectif largement en deçà des besoins.

Pour l'heure, le wali de la région de Casablanca-Settat exerce toujours les missions d'ordonnateur du budget d'ici la fin de l'année. Et ce n'est qu'à partir de 2016 que le nouveau président de la région, Mustapha Bakkouri, prendra le relais en terme de budget. Mais auparavant, il faudra démarrer les travaux sur un plan de développement régional. Un montant de 25 millions de DH est d'ailleurs alloué, dans

Pour réagir à cet article:
courrier@leconomiste.com